

# crise économique en Algérie

Au même titre que l'ouverture commerciale et le démantèlement douanier, la surévaluation de la monnaie nationale, puisque c'est de cela essentiellement qu'il s'agit dans le cas d'une économie rentière, est une configuration porteuse des mêmes périls que ceux qu'on vient

des prix en Algérie. Cependant, cette libération se trouve confrontée, dans son action, aux structures monopolistiques héritées du passé. Outre qu'elle contrarie, en maintenant inélastique l'offre, le rôle régulateur des prix, la segmentation de l'économie en monopoles de branche

le secteur industriel devienne performant.

Il en est notamment ainsi du secteur public sur lequel les dispositions réglementaires légales semblent exclusivement s'appliquer puisque, dans le secteur privé (formel et informel), le marché du travail a un fonctionnement infiniment flexible et où les salaires, pour ne prendre que cet aspect de la relation de travail, se fixent à leur productivité marginale.

Il convient enfin d'observer que dans le secteur public, les contraintes du rapport salarial demeurent encore de nos jours biaisées dans la mesure où dans ce secteur, les pratiques clientélistes prédominent à une large échelle.

## De l'ajustement structurel à la surliquidité monétaire

Dans un régime rentier d'accumulation, la circulation de la rente passe par la médiation de la monnaie. La monnaie est la forme nécessaire d'existence de la rente, du moins sa forme dominante. Dans ce type de régimes, la création monétaire est contrainte entre autres par la nature de l'Etat. De cette dimension éminemment politique de la question monétaire découle la difficulté d'explicitier les conditions sous lesquelles la logique du politique peut rentrer en synergie avec la logique économique.

D'un simple démembrement de l'Etat devant exécuter les décisions prises au niveau politique, le système bancaire connaîtra, avec la promulgation de la fameuse loi sur la monnaie et le crédit, quelques changements, notamment en ce qui concerne les relations entre l'autorité politique et l'autorité monétaire.

Les évolutions formelles autorisent une autonomie relative de la Banque centrale et surtout une réhabilitation de la monnaie dans ses fonctions traditionnelles. Mais par-delà l'aspect formel, il y a lieu de noter que la gestion de la contrainte monétaire demeure fortement marquée par la conjoncture du marché pétrolier. On peut relever à cet égard deux périodes : les années 1990, caractérisées par la prédominance des problèmes de balance de paiements, et les années 2000, caractérisées, elles, par

rationnement, son caractère de plus en plus accessible au secteur privé, et surtout la persistance, au niveau des banques publiques, d'un fait majeur : la mauvaise qualité du portefeuille des créances. A ce fait, on peut ajouter la contrainte, informelle, faite aux banques publiques, de prêter à des entités privées sans évaluation de la solvabilité de ces emprunteurs, ce qui constitue une nouvelle source de déficit.

Enfin, on peut penser qu'une gestion centralisée du crédit, gestion qui en l'occurrence paraît possible en raison du caractère directement étatique d'une large majorité d'institutions bancaires, aurait vraisemblablement permis de créer un canal de transmission entre la volonté politique de l'Etat, quand celle-ci est porteuse d'un projet industriel national, et l'action économique des agents privés. Mais à voir la configuration du fonctionnement du système bancaire en Algérie, l'on ne peut que s'étonner du fait qu'en deux décennies de «réformes» et «contre-réformes», l'instrument du crédit, puissant outil dans la soumission du monde des affaires à la volonté économique de l'Etat, n'ait jamais été mobilisé, d'une façon ou d'une autre, par celui-ci. Il va sans dire qu'une gestion centralisée du crédit n'aurait eu pour but que l'encouragement de certains secteurs et activités en particulier, mais en l'absence d'un projet industriel, une telle gestion n'a pu être mise en œuvre. D'où le «spectacle» d'un système bancaire étatique livré à lui-même, fonctionnant à vue et croulant sous le poids de surliquidités oisives.

## Conclusion

Le tableau qui vient d'être schématiquement dressé montre clairement qu'en matière d'arbitrages institutionnels, l'Etat algérien semble avoir opté pour une régulation dont la finalité se résume à une instrumentalisation politique de la rente. Il indique par la même la difficulté qu'éprouve notre pays à se doter d'institutions à même de lui permettre de rompre le cordon ombilical qui lie notre économie à la rente externe. Contrer la crise nécessite aujourd'hui une reconfiguration profonde de l'ensemble des

***L'histoire économique récente de l'Algérie montre clairement que la politique de taux de change du dinar a joué un rôle déterminant dans l'orientation de la demande intérieure vers la production étrangère (importations) au détriment de la production domestique, qui s'en est trouvée du coup asphyxiée. De même qu'elle a sans doute grandement contribué à faire en sorte que l'allocation des capacités domestiques de production s'opère en faveur des activités à l'abri de la concurrence étrangère (services, BTP, ...) au détriment des activités industrielles et manufacturières en particulier.***

d'évoquer, de sorte que c'est la promotion d'un régime de croissance autonome de la rente qui s'en trouve compromise.

En effet, dans un régime rentier, le taux de change est un élément qui détermine dans une large mesure la nature du projet économique et politique que l'autorité politique se propose de mettre en œuvre. Souvent, dans ce type de régimes, c'est la logique distributive qui prend le dessus sur le reste. Cela se traduit dans les faits par une surévaluation structurelle de la monnaie nationale, surévaluation rendue possible par la disponibilité de la rente externe. Pour des raisons qui relèvent davantage de considérations politiques de légitimation ou de contrôle, la valeur de la monnaie nationale est instrumentalisée par l'Etat pour servir de moyen pour satisfaire les différentes demandes sociales qui lui sont adressées. La logique distributive, inhérente aux régimes rentiers, favorise la pratique d'un taux de change surévalué. A contrario, la sous-évaluation de la monnaie est une situation qui, bien que rarement observée dans le régime rentier, tend à contrecarrer la logique distributive.

L'histoire économique récente de l'Algérie montre clairement que la politique de taux de change du dinar a joué un rôle déterminant dans l'orientation de la demande intérieure vers la production étrangère (importations) au détriment de la production domestique, qui s'en est trouvée du coup asphyxiée.

De même qu'elle a sans doute grandement contribué à faire en sorte que l'allocation des capacités domestiques de production s'opère en faveur des activités à l'abri de la concurrence étrangère (services, BTP, ...) au détriment des activités industrielles et manufacturières en particulier. Nous retrouvons là, évidemment, une situation qui rappelle celle déjà prédite et abondamment décrite par la fameuse théorie du syndrome hollandais.

## Blocage des mécanismes de régulation par les prix

La libération formelle des prix et l'institutionnalisation de la concurrence ont été consacrées dès le début des années 1990. La libération des prix constitue une rupture majeure avec la logique administrative qui a toujours guidé la politique

se traduit par la persistance de rentes de monopole. L'absence de structures économiques concurrentielles semble donc être le principal obstacle sur lequel bute la régulation par les prix.

La mise en place de ces structures concurrentielles est plus facile à légiférer qu'à mettre en place.

Par ailleurs, si la libéralisation opérée au début de la décennie 1990 a considérablement élargi, en institutionnalisant la liberté des prix, le champ de l'échange marchand, il n'en demeure pas moins vrai que de ce champ demeurent encore exclues de larges gammes de produits et de services dont les prix continuent d'être administrés ou réglementés.

En réalité, l'étendue de la sphère de l'échange marchand est fonction de la disponibilité de la rente : l'extension de l'échange marchand durant la décennie 1990 fait suite au tarissement de la rente durant cette période, tarissement qui a entraîné la suppression des différentes subventions allouées pour maintenir les prix administrés. Avec le redressement durable des prix du pétrole, l'Etat semble avoir retrouvé les moyens financiers lui permettant, sinon de réduire, du moins contenir l'étendue de la sphère de l'échange marchand.

## Une diversité des formes de mise au travail

Dans une économie en développement, et rentière de surcroît, comme celle de l'Algérie, le rapport salarial est loin de revêtir le statut d'institution centrale. Cela ne doit cependant pas occulter le fait que, dans tous les cas, les modalités de mobilisation de la main-d'œuvre jouent un rôle essentiel dans les processus de développement.

D'une manière générale, les formes de mise au travail ont connu une évolution certaine. Celle-ci porte aussi bien sur l'aspect formel de la codification juridique des rapports de travail que sur l'aspect réel de sa mise en œuvre. Du point de vue juridique, la nouvelle législation de travail constitue une rupture complète avec l'ancien dispositif dans la mesure où, d'une façon générale, elle introduit une plus grande flexibilité dans le fonctionnement du marché du travail. Mais il semble que cela n'ait pas suffi pour que

***Dans un premier temps, donc, la politique monétaire se présente comme un élément de la politique de stabilisation et d'ajustement structurel. Le boom des années 2000 va, quant à lui, ouvrir une nouvelle phase et donner lieu à une situation inédite : la surliquidité monétaire.***

***La politique monétaire va s'efforcer de stabiliser les prix en stérilisant les surplus.***

l'amélioration considérable des termes de l'échange.

Dans un premier temps, donc, la politique monétaire se présente comme un élément de la politique de stabilisation et d'ajustement structurel.

Le boom des années 2000 va, quant à lui, ouvrir une nouvelle phase et donner lieu à une situation inédite : la surliquidité monétaire. La politique monétaire va s'efforcer de stabiliser les prix en stérilisant les surplus.

Outre le contrôle strict de la création monétaire, un autre élément caractérise la configuration du rapport monétaire : le crédit. Ce dernier se caractérise par son

composantes institutionnelles de la régulation économique. Les configurations actuelles de la régulation n'ont fait que consolider le caractère rentier du régime de croissance, situation qui se manifeste par une trajectoire économique dont les éléments marqueurs se résument à un développement exponentiel des importations, un déclin manifeste de l'industrie, un développement des activités commerciales au détriment des activités productives et la persistance d'un chômage endémique.

**S. B.**  
**(\*) Maître de conférences. Université de Tizi-Ouzou.**